

Mes chers amis, je vais vous demander quelque indulgence pour cette intervention que je voudrais brève et tournée vers le récent renouvellement de notre sommet, tout en remerciant beaucoup les organisateurs de ces Journées, d'avoir innové par rapport à ce que j'ai connu dans le passé, en faisant venir d'abord un grand nombre de participants à ces Journées, en nous offrant une soirée hédoniste pour commencer, ce qui est tout à fait inédit dans notre courant !, une matinée historique d'une rare qualité qui nous a permis, pour tous je crois, de redécouvrir un certain nombre de choses que nous croyons parfois connaître, mais que nous ne connaissons pas avec suffisamment de précision.

Je crois que nous sommes dans une période de cette histoire où le rocardisme est à la fois populaire, plus sans doute qu'il n'a jamais été, avec un Premier Ministre qui a un très bon contact avec l'opinion publique, où le rocardisme a des responsabilités qu'il n'a jamais eues et où il est menacé de banalisation puisqu'un certain nombre des idées que nous avons développées sont maintenant assez largement reprises.

En écoutant tout à l'heure François Borella, j'avais le sentiment que ce qui était essentiel dans cette histoire, c'était d'abord une volonté politique, et, pour moi, le rocardisme c'est d'abord une volonté politique et c'est, secondairement, le réalisme ; réalisme au service de la transformation de la société, et parce que nous avons considéré que s'il n'y avait pas de réalisme, alors on ne transformait pas la société et que, par conséquent, on "tubait" ceux à qui on s'adressait.

De même ce qu'on a appelé, ce qu'on appelle encore aujourd'hui "la méthode Rocard", ce n'est pas, à mon sens, une gestion "soft" des conflits sociaux, c'est le refus de la forfanterie, de la prétention

Jean-Pierre

SUEUR

Député Maire

d'Orléans

Délégué National

du P.S à l'Education

**"La méthode Rocard",
ce n'est pas, une
gestion "soft"
des conflits sociaux**

habituelle de la classe politique, à vouloir donner des leçons, à déclarer toujours de manière assez insupportable qu'elle a raison ; mais c'est une certaine modestie face aux problèmes qui se posent, un sens de l'écoute et du dialogue qui est extrêmement bien ressenti par nos concitoyens, de la même manière qu'un certain nombre des succès qui sont les nôtres et qui sont ceux du Parti Socialiste -je pense en particulier aux municipales et un certain nombre d'entre nous ici peuvent en témoigner- sont les succès d'une démarche d'ouverture. Il faut le dire tout simplement parce que c'est vrai, mais d'ouverture non pas dans la confusion ou la compromission, mais dans le rassemblement offensif autour d'une volonté politique.

Aujourd'hui, je crois que notre principal problème n'est pas le Congrès du Parti Socialiste ; le problème, c'est de faire vivre, au niveau du Parti, au niveau de l'action militante sur le terrain, au niveau du Parlement, au niveau du Gouvernement, cette volonté politique par laquelle notre courant a trouvé sa consistance, et à cet égard, je voudrais indiquer simplement quelques points par rapport auxquels il me paraît essentiel de manifester cette volonté politique, peut-être en annonçant, et en annonçant davantage, les étapes que nous voulons proposer aux Français.

Il y avait, dans la démarche ménéziennienne, cette volonté d'annoncer à l'avance ce que l'on proposait et de valider successivement devant l'opinion publique ce qui est fait. Je crois que le gouvernement Rocard s'est inspiré explicitement de cette méthode, et, puisque nous avons la chance d'avoir une grande période sans élection, il faut peut-être donner encore plus d'importance à cette manière de présenter un objectif, un avenir pour ce pays, et de le mettre en oeuvre dans une vision réformatrice. Quatre exemples de ce qui me paraît pouvoir être fait :

1 - L'emploi.

Nous parlons beaucoup, nous entendons beaucoup parler de reprise économique et l'un des éléments les plus importants de

cette idée, c'est que l'on a pu lire conjointement ces deux informations dans le journal "reprise économique, l'économie va mieux, et, pour ce qui est de l'emploi, "la situation ne change pas de manière très sensible aux yeux de l'opinion".

Il y a deux manières de vivre ce renouveau économique par rapport à la question de l'emploi .

On peut très bien imaginer que l'économie aille mieux et qu'il reste le même nombre de chômeurs, tout simplement parce que nous savons tous que plus un chômeur aujourd'hui est au chômage, moins il a de chance d'être embauché et que dans les entreprises qui se créent, quand on parle à ceux qui embauchent on voit qu'ils vont préférer embaucher un jeune qui n'a pas été au chômage ou quelqu'un qui n'a pas été au chômage, un jeune qui sort de l'université, plutôt qu'un chômeur de longue durée.

Par conséquent, l'une des principales questions posées est de mettre le renouveau économique au service de la diminution du chômage, ce qui veut dire remettre sur le tapis la question de la négociation entre temps de formation et temps de travail, par exemple.

L'un des problèmes de notre société reste le suivant : il y a un besoin gigantesque de formation, un besoin gigantesque en heures de formation pour des chômeurs non formés et aussi pour des salariés qui ont besoin de davantage de formation ; et il y a un nombre d'heures de chômage qui est, lui aussi, très considérable, trop considérable.

Comment transformer des heures de chômage en heures de formation? On sait bien aujourd'hui que cela ne peut pas se faire directement ; la preuve, un certain nombre de chômeurs viennent nous voir à

**Mettre le renouveau
économique au service
de la diminution
du chômage**

nos permanences et si on leur dit "tu vas aller suivre un nouveau stage", ils nous disent, "non, on ne veut plus de stage, car on a suivi tous les stages, toutes les formules qui ont été inventées les unes après les autres ; cela ne nous donne pas d'emploi, par conséquent on n'en veut plus".

On sait très bien que par rapport à ces jeunes-là, la réponse est de leur dire : "tu vas être dans une entreprise et on va te donner une chance de travail et peut-être que dans deux, trois, quatre, cinq ans tu auras envie d'une formation parce que tu aura compris que c'est nécessaire pour ta qualification".

Par conséquent, la logique du crédit formation initié par Robert Chapuis notamment et principalement, disons par le gouvernement dans son ensemble, est une logique qu'à mon sens il faut considérablement amplifier de manière à mettre en oeuvre un autre partage du travail, un autre partage du temps, qui aboutisse à ce que la reprise économique soit productive en termes de lutte contre le chômage, ce qui ne se fera pas spontanément ni naturellement.

2 - La fiscalité.

On sait bien aujourd'hui que la grande réforme fiscale est un mythe ; on ne peut pas annoncer pour demain matin une réforme fiscale ; cela ne marche pas ainsi ; on ne transforme pas la société par décret ou par grande machinerie de ce type, mais il me semble qu'il est important que nous annoncions notre volonté réformatrice en matière d'impôts et que nous indiquions quelles seront les étapes de cette évolution qui aboutira à plus de justice fiscale dans ce pays, ce qui est possible, ce qui est souhaitable, mais il faut définir les étapes.

De la même manière (et c'est un sujet sur lequel Claude Evin a déjà beaucoup fait) il nous faut annoncer les étapes en matière de financement de la Sécurité

Sociale, en termes de prélèvement sur l'ensemble des revenus ou en termes de fiscalisation partielle ; là aussi il faut peut-être annoncer un calendrier.

3 - L'écologie.

On parle beaucoup d'écologie, et nous devons avoir une réflexion politique sur l'écologie, mais trop souvent nous posons cette réflexion en termes uniquement tactiques ou stratégiques : faut-il s'allier avec tel ou tel ? Il me semble qu'il faut réfléchir à ce qu'est l'écologie ; il y a des réalités extraordinairement passésistes ; quand on parle simplement de conserver ou de préserver ; quand on voit qu'il y a eu une liste qui s'appelle "chasse et tradition" c'est une chose non négligeable ; c'est aussi en raison de cette alliance de mots, la chasse mais aussi la tradition. Or il y a une conception offensive du combat écologique ; cette conception consiste à considérer que l'on peut gérer à la fois l'action de l'homme et la préservation de la nature ; mais cela pose évidemment la question de l'aménagement du territoire, et on ne peut pas poser la question écologique sans poser celle de l'aménagement du territoire. A cet égard nous qui sommes des décentralisateurs, il faut que nous réfléchissions à la question de savoir si la conjonction des égoïsmes ou des stratégies propres à des myriades de collectivités locales dont nous réjouissons qu'elles aient plus de pouvoirs, produit un bon aménagement du territoire.

Il faut réfléchir à ce qu'est l'écologie

A cet égard, je considère que la réflexion lancée par Michel Rocard sur la Région Ile-de-France est l'un des points majeurs dans l'histoire de ce Gouvernement par rapport aux véritables enjeux de notre société pour le futur.

4 - L'éducation.

Nous avons voté une loi, à l'Assemblée Nationale et au Sénat, sur l'éducation. Si nous mettons en oeuvre, demain matin, ce qui est inscrit dans cette loi, nous changerons le cours des

choses parce qu'il y aura des cycles permettant d'éviter -au moins de limiter- le redoublement, de mieux respecter les rythmes propres à chaque élève plutôt que le système habituel des classes, parce que l'on va revoir les rythmes de l'école au quotidien, sur la semaine et sur l'année, parce que les programmes ne seront plus des monstres comme c'est le cas aujourd'hui, de compilation, d'accumulation de connaissances, mais qu'ils auront, ce qui est écrit dans la loi, "les connaissances essentielles", seulement les connaissances essentielles c'est déjà beaucoup, parce qu'il y aura des projets d'établissement.

**Il n'y aura pas de
changement dans
l'Education Nationale
par le seul effet
de la loi**

Mais la question que je me pose, et que je vous pose, c'est de savoir si cela va entrer dans les faits demain matin parce que nous avons voté une loi. Nous savons bien que non, et, à cet égard, je crois qu'il n'y aura pas de changement dans l'Education Nationale par le seul effet de la loi, bien sûr, ni par le seul effet de circulaires, fussent-elles plus progressistes ou meilleures, qui arriveraient par les mêmes circuits, par les mêmes canaux, les mêmes hiérarchies. On ne peut changer les choses dans l'Education Nationale que si on donne plus de pouvoir aux acteurs sur le terrain, notamment au niveau des établissements et, à cet égard, il existe dans la loi la possibilité de le faire, je pense notamment au projet d'établissement, mais il faut que nous donnions plus de pouvoir d'initiative à ceux qui sont les plus près du terrain en matière pédagogique pour que l'école soit ce que nous voulons tous, l'école de la réussite.

Pour conclure tout à fait, je me permettrai de marquer un point de désaccord avec Gilles Martinet. J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt, comme nous tous, l'intervention de Gilles ; j'avoue ne pas avoir partagé ce que tu as dit, Gilles -mais sans doute le trait était-il forcé, quand tu as exposé que les idées ne venaient pas des partis politiques ou étaient rarement venues de l'intérieur des partis politiques, mais étaient venues toujours d'intellectuels extérieurs aux partis, de revues, d'un certain nombre d'instances à caractère intellectuel.

Car ton intervention fut sans doute la plus grande mise en pièce que j'aie jamais entendu de la conception du parti comme intellectuel collectif, et, à cet égard je crois qu'il faut que nous poursuivions la réflexion sur ce sujet et comme, si j'ai bien compris, Alain Richard va nous parler du Parti cet après-midi, je ne doute pas que nous le fassions. En effet, autant je vois bien qu'il est nécessaire qu'il y ait une grande attention aux intellectuels qui pensent et qui produisent des idées, autant je vois très clairement que si on dit aux militants du Parti Socialiste que leur rôle c'est l'ingénierie politique et que les idées viennent d'ailleurs et que, structurellement, un parti politique ne peut pas avoir vocation à être un intellectuel politique, je crois que nous allons renforcer dans nos rangs un découragement quant à la tâche des militants.

La vraie question est de savoir comment l'on peut faire en sorte, bien sûr, que le Parti soit le lieu de la réflexion, même si le Parti n'est pas, c'est évident, le seul lieu de la réflexion, et comment nous pouvons articuler militants, sympathisants, forces de réflexion, mouvements sociaux, pour revoir notre conception d'ensemble qui, je crois, est absolument nécessaire.

Mes chers amis, je sais bien que le terme "volontarisme" n'est pas toujours très bien vu y compris par nous, mais, écoutant François Borella, écoutant les autres intervenants de ce matin, ceux qui nous ont exposé toute cette histoire dont nous sommes les héritiers, je reste persuadé que sans une volonté politique, un courage politique qui a duré très longtemps, il n'y aurait pas de rocardisme, on ne parlerait pas de rocardisme et on ne serait pas ici réunis aussi nombreux. Je pense que nous avons tous les moyens mais que c'est quand même dans notre responsabilité d'aujourd'hui d'avoir la même volonté politique pour les années qui viennent, de manière à nous inscrire à notre tour dans la continuité de ce qui a été fait et dans cette conviction et cette action rénovatrice et réformatrice de la société française.

Sans une volonté politique, un courage politique qui a duré très longtemps, il n'y aurait pas de rocardisme